



Points

sur

La terreur et la répression en Iran

Alors que l'Union européenne persévère dans sa politique de "dialogue critique" avec le pouvoir iranien;

En Allemagne, le 12 novembre, le parquet fédéral accuse directement le Guide de la République islamique et son président d'avoir commandité en 1992 à Berlin l'assassinat des opposants kurdes iraniens.

En France, le 26 septembre, le tribunal correctionnel de Paris condamne à des peines de prison deux agents iraniens recrutés par les services de sécurité d'Iran pour préparer des attentats contre des opposants iraniens en France.

Au Pakistan, un réfugié politique iranien est assassiné à coups de couteau et un autre porté disparu

Et enfin, en Iran même, la répression continue en prenant pour cible les intellectuels. Le journaliste Faradj Sarkouhi est kidnappé à l'aéroport de Téhéran et gardé dans un lieu secret depuis le 3 novembre dernier.

SOMMAIRE

- Faradj Sarkouhi se trouve en détention en Iran 1
- Le tribunal de Rome et l'assassinat d'un opposant iranien . 2
- Assassinat et enlèvement au Pakistan 2
- Sept combattants kurdes iraniens remis au régime iranien . 3
- Les dirigeants iraniens accusés par le parquet allemand 4
- Témoignages accablants au "tribunal de Mikonos" 4
- 2 agents du terrorisme iranien condamnés en France .. 3

Faradj Sarkouhi, porté disparu depuis le 3 novembre, se trouve en détention en Iran

M. Faradj Sarkouhi, journaliste et éditorialiste iranien, porté disparu depuis le 3 novembre dernier, est détenu dans un des locaux des services de sécurité en Iran, VAVAK, alors que les autorités de Téhéran refusent toujours d'admettre son arrestation et sa mise en détention.

D'après nos dernières informations, M. Faradj Sarkouhi, journaliste et éditorialiste du magazine *Adineh* et personnalité très connue dans les milieux journalistiques et intellectuels iraniens, est gardé en détention dans un des centres des services de renseignements et de sécurité iraniens (Vavak), à Téhéran.

M. Sarkouhi, qui s'apprêtait à prendre l'avion pour Hambourg, le 3 novembre dernier, afin de rendre visite à sa famille résidant en Allemagne, a été porté disparu, alors que certaines informations confirmaient son kidnapping et son arrestation à l'aéroport, le jour même.

Alors que nous savons maintenant qu'il est bien entre les mains des agents de renseignements iraniens et gardé en détention, les autorités iraniennes par la voix du journal *Djom-houri eslami*, proche des milieux du pouvoir, infirment et la pré- Lire page 3

Le Comité Iranien Contre la Répression et le Terrorisme d'Etat a été fondé en mars 1993. Composé de diverses personnalités et des membres de l'opposition iranienne en exil, il se veut indépendant des partis politiques. Il s'est fixé la tâche d'informer et de sensibiliser l'opinion publique internationale sur les violations des droits de l'Homme en Iran et sur le terrorisme d'Etat pratiqué par la République islamique à l'encontre de ses opposants à l'étranger.

Comité Iranien Contre la Répression et le Terrorisme d'Etat

42, Rue Monge 75005 Paris France

Fax : (00 33) 01 43 44 14 52

Compte postal CCP 3943263 W la source

Homepage : [http://](http://ourworld.compuserve.com/homepages/iran_rep)

ourworld.compuserve.com/homepages/iran_rep

Email : 106103.2266@compuserve.com



Le tribunal de Rome s'est penché sur l'assassinat de M. Naghdi

Après deux ans d'instruction portant sur l'assassinat d'un opposant iranien, M. Naghdi, en Italie, trois accusés dont un iranien comparaissaient devant le tribunal de Rome. Mais le principal suspect, un ancien diplomate du régime de Téhéran en Italie n'a pas été poursuivi en raison de son immunité parlementaire.

En septembre dernier, suite à deux ans d'instruction portant sur l'assassinat de M. Mohammad Hossein Naghdi, M. Franko Iounta, le procureur général de Rome, a présenté son rapport au tribunal chargé de cette affaire.

M. Naghdi, un membre du mouvement des *Modjahédines du peuple (CNRI)*, fut assassiné dans la capitale italienne, le 16 mars 1993, par des agents commandités par le régime iranien.

Lors de l'instruction, deux algériens, Saleh Ayad Djalib et Adda Khatam, et un iranien, Ali Réza Yazdi Néjad, ont été accusés. Mais le principal suspect, Hamid Parvande, l'ancien diplomate iranien en Italie n'a pas été poursuivi et son dossier a été classé en raison de son immunité parlementaire. Selon la revue *Iran Zamane*, ce dernier a regagné l'Iran et il travaille actuellement au ministère des Affaires étrangères.

Mais le 25 septembre dernier, lors de l'audience préliminaire devant le tribunal de Rome, le juge Alberto Makia, n'a pas inculpé les trois suspects faute d'éléments suffisants dans le dossier. En revanche, dans le réquisitoire, il a été mentionné que les activités politiques de M. Naghadi contre le régime iranien furent à l'origine de son assassinat. De même l'accent a été mis sur le fait que les investigations sur cet assassinat seront poursuivies, et si de nouveaux éléments apparaissent, les personnes soupçonnées et non inculpées se-

ront à nouveau poursuivies.

De nombreuses organisations politiques italiennes ainsi que des parlementaires ont demandé la poursuite des investigations et le retrait de l'immunité parlementaire de l'ancien diplomate afin de le traduire en justice.

(Sources : *Iran Zamane* du 30 septembre et AFP du 26 septembre 1996.)

Pakistan : Un opposant iranien assassiné et un autre porté disparu

M. Ali Molaï, un opposant iranien réfugié au Pakistan, a été assassiné dans ce pays où, depuis plusieurs jours, on n'a pas de nouvelles d'un autre opposant, M. Réza Afshar, qui est porté disparu.

Le terrorisme iranien est passé encore à l'acte et cette fois au Pakistan.

M. Ali Molaï, était un sympathisant de l'Organisation des *Guérilleros Fédais du Peuple d'Iran (Minorités)* qui avait passé 5 ans en prison pour ces activités politiques. Il y a deux ans, les agents de renseignements du régime procédaient à la convocation de certains anciens prisonniers politiques dont M. Molaï qui, refusant alors de se présenter, quitta l'Iran pour aller se réfugier au Pakistan. Il se présenta alors au bureau de la Haute Commission pour les Réfugiés à Islamabad.

On vient d'apprendre que M. Molaï a été kidnappé, il y a quelques semaines et quelques jours plus tard, la police pakistanaise a retrouvé son cadavre couvert de blessures provoquées par plusieurs coups de couteau, dans une des rues de la capitale.

De même, depuis plusieurs jours, M. Réza Afshar, sympathisant de l'organisation iranienne *Rahé karghar* (voie ouvrière) et réfugié au Pakistan, est porté disparu et depuis on n'a aucune nouvelle sur son sort.



Le régime iranien et ses commandos terroristes sont accusés par les deux organisations de l'opposition iranienne d'être à l'origine de l'assassinat et de l'enlèvement de leurs sympathisants.

Sources : le communiqué de l'Organisation des Guérilleros Fédéraux du Peuple d'Iran (Minorités) du 1^{er} novembre et le communiqué de l'Association de la défense des prisonniers politiques et d'opinion en Iran du 2 novembre 1996.

7 combattants kurdes arrêtés et remis au régime iranien

7 combattants du Parti Démocratique du Kurdistan d'Iran, ont été arrêtés au Kurdistan irakien et remis aux autorités du régime iranien. Ils sont emprisonnés et torturés dans les prisons des Gardiens de la Révolution. Leur vie est en danger.

Dimanche 20 octobre 1996, sept activistes du Parti Démocratique du Kurdistan d'Iran, ont été arrêtés par Anvar Anbi, l'un des commandants militaires du mouvement islamique du Kurdistan irakien et ont été remis aux autorités iraniennes.

Ces arrestations ont eu lieu au Kurdistan irakien à proximité de la ville de Halabtcheh située dans la région de Soleimanieh au nord-est de l'Irak.

Ces personnes sont actuellement emprisonnées et torturées dans les prisons des Gardiens de la Révolution (les Pasdarans) à Pavé dans la région de Kermanschahan (sud-ouest de l'Iran) et leur vie est en danger.

La liste nominative des personnes arrêtées et qui nous sont communiquées par le P.D.K.I. est :

Arched Rézaï, Mohammad Aziz Ghadéri, Dariouche Eslam Douste, Younesse Moham Pour, Mozafar Kazémi, Adnan Esmaili, Marouf Sohrabi.

Source : Le communiqué du bureau du Parti Démocratique du Kurdistan d'Iran daté du 31 octobre 1996.

Arrestation de M. Sarkouhi suite

sence de M. Sarkouhi en Iran et sa mise en détention.

M. Sarkouhi faisait partie d'un groupe de treize intellectuels iraniens qui, le 8 septembre dernier, furent interpellés alors qu'ils étaient réunis chez un de leurs collègues pour jeter les bases d'une association des écrivains en Iran.

En outre, il était aussi parmi le groupe des intellectuels invités en juillet chez l'attaché culturel allemand et qui furent interpellés à la suite de l'intervention des agents de renseignements iraniens au domicile du diplomate. Ce qui a amené le gouvernement allemand à protester officiellement.

M. Sarkouhi, né en 1947, est licencié en sciences sociales à l'université de Tabriz. Dès son jeune âge, il a commencé à écrire et à publier ses poèmes. Lorsqu'il était étudiant à Tabriz, il écrivait des articles dans une revue de sciences sociales en collaboration avec des écrivains engagés comme Samad Behrangui et Behrouze Déhghani. A l'époque du Chah d'Iran il fut emprisonné pour ses idées. Après la révolution islamique, il a continué ses activités culturelles en faisant du journalisme et depuis 1985, il est éditorialiste de l'hebdomadaire *Adineh* où il écrit des critiques littéraires.

2 agents des services de sécurité iraniens condamnés en France

Le 26 septembre, deux agents des services du terrorisme iranien sont condamnés par le tribunal correctionnel de Paris pour avoir tenté d'organiser des assassinats en France à l'encontre des réfugiés et des opposants politiques iraniens.

La 12^e chambre correctionnelle de Paris a condamné en septembre dernier **Modjtaba Mashhadi** à sept ans de prison pour avoir "surveillé, contrôlé, repéré et fourni des renseignements" sur des opposants iraniens résidant en France en vue de faciliter leurs assassinats.

Un autre iranien, **Hossein Yazdanseta**, a été condamné à trois ans de prison pour les mêmes faits.

M. Mashhadi fournissait à l'Iran des renseignements sur les adresses, les habitudes, les modes de vie et les occupations des opposants iraniens installés en



Témoignage accablant du témoin C au tribunal de Mikonos

Un ancien des services de sécurité iraniens, passé à l'Ouest, témoigne au procès de Berlin : les dirigeants les plus hauts placés du régime iranien sont au centre de toutes les décisions prises dans l'assassinat de leurs opposants politiques.

Ce témoin "C", qui a déposé à huit-clos au procès des meurtriers présumés des quatre opposants kurdes iraniens à Berlin, est un ancien agent de renseignements de la République islamique.

Il a accompli de nombreuses missions pour le compte du régime iranien et il a participé à la création des nouveaux services de sécurité (Vavak).

D'après son témoignage relaté par l'hebdomadaire *Der Spiegel*, l'ordre d'éliminer les opposants politiques iraniens à l'étranger vient directement des plus hautes instances de l'Etat:

Ali Khaménéï, en qualité de dirigeant suprême politique et religieux, donne l'ordre.

Hachémi Rafsandjani, chef de l'exécutif, est régulièrement consulté pour toute décision de ce genre.

Ali Fallahian, ministre des renseignements (Vavak), est le responsable des opérations.

Ali Akbar Vélayati, ministre des affaires étrangères, est membre du "comité spécial" qui organise et projette les assassinats.

Le parquet fédéral allemand accuse le Guide de la République islamique

Le mardi 12 novembre, le parquet fédéral allemand a accusé l'ayatollah Khaménéï, le Guide suprême, et deux autres dirigeants iraniens d'avoir donné l'ordre de tuer les quatre opposants en Allemagne.

Le parquet fédéral allemand après avoir requis en décembre 1995 un mandat d'arrêt international contre Ali Fallahian, ministre iranien des renseigne-

ments, a mis en cause, le 12 novembre dernier, le Guide de la République islamique.

M. Roland Georg, un des deux procureurs allemands, accuse nommément Ali Khaménéï d'avoir ordonné l'assassinat des quatre opposants kurdes à Berlin en 1992, et ce en tant que membre d'un "comité pour les affaires spéciales", au sein duquel se trouve aussi le président iranien Rafsandjani.

2 agents des services de sécurité...

France. Celui-ci a admis lors de son procès qu'il avait été contacté par des services secrets iraniens.

Mashhadi est par ailleurs mis en examen pour complicité de meurtre d'un autre opposant iranien, le Dr Cyrus Elahi, assassiné le 23 octobre 1990 à Paris.

La 14^e section du parquet de Paris spécialisée dans l'anti-terrorisme et le juge Jean-Louis Bruguière, qui a diligenté la plupart de ces enquêtes, n'hésitent pas à mettre directement en cause le gouvernement iranien. En effet dans l'acte d'accusation on lit : "A l'issue de l'information, il a été établi que Modjtaba Mashhadi et Hossein Yazdanseta ont participé en France à une association de malfaiteurs initiés par les services de renseignements iraniens visant à éliminer des opposants au régime de Téhéran".

Nous rappelons que depuis l'avènement du pouvoir islamique en Iran, en 1979, plus de 150 tentatives d'assassinat des opposants politiques iraniens ont été commanditées par le régime iranien dans 21 pays étrangers. Environ 350 personnes ont été tuées ou blessées à la suite de ces actes terroristes. En France on compte 8 assassinats terroristes dont la dernière victime était le Dr. Mazlouman, assassiné à son domicile à Créteil le 27 mai 1996.